RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2024-005/DCC/01-10/CC/SG

du 1^{er} octobre 2024 relative à la requête du groupe parlementaire PPA-CI à l'Assemblée nationale représenté par son président, Monsieur OULAYE Hubert, tendant à l'annulation du décret n° 2024-358 du 11 juin 2024 portant promulgation de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, pour obstruction à l'exercice du droit de saisine constitutionnelle dudit groupe parlementaire

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi organique n° 2022-222 du 25 mars 2022 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le Code pénal ;

Vu le règlement administratif n° 010/2022/CC/SG du 07 novembre 2022 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement des services du Conseil constitutionnel ;

Vu la requête en date du 19 Septembre 2024 de Monsieur OULAYE Hubert, Président du Groupe parlementaire PPA-CI à l'Assemblée nationale de la République de Côte d'Ivoire, agissant en cette qualité pour le compte dudit groupe parlementaire, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 19 septembre 2024 sous le n° 004/2024 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que, par requête en date du 19 septembre 2024, reçue et enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour sous le n° 004/2024, Monsieur OULAYE Hubert, Président du Groupe parlementaire PPA-CI à l'Assemblée Nationale, agissant en cette qualité pour le compte dudit groupe Parlementaire, a saisi la juridiction constitutionnelle aux fins d'annulation du décret n° 2024-358 du 11 juin 2024 portant promulgation de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, pour obstruction à l'exercice du droit de saisine constitutionnelle dudit groupe après le vote de la nouvelle loi ;

Qu'il expose que le mardi 11 juin 2024, le Président de la République a procédé à la signature d'un décret portant promulgation de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024, modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal ;

Qu'en signant le décret de promulgation le même jour du vote de la loi, le Président de la République, a fait obstruction au droit constitutionnel du groupe parlementaire PPA-CI de déférer ladite loi au contrôle de la Juridiction constitutionnelle, tel que prévu par l'article 113 de la Constitution alors que l'article 74 alinéa 2 de ladite Constitution lui impartit un délai de 30 jours, réduit à cinq (05) jours, en cas d'urgence, pour la promulgation de la nouvelle loi ;

Qu'en agissant ainsi, soutient-il, le Président de la République a paralysé le déroulement normal de la procédure législative ;

Qu'il ajoute que la nouvelle loi n'a pas été préalablement transmise au Conseil National des Droits de l'Homme, comme l'exige l'article 113 alinéa 3 de la Constitution ;

Qu'excipant de sa qualité à agir, il conclut à la compétence du Conseil constitutionnel et demande l'annulation du décret portant promulgation de la loi modificative du Code pénal ;

Considérant sur la recevabilité, **que**, la requête du Groupe parlementaire PPA-CI a été introduite sur le fondement de l'article 126 alinéa 2 de la Constitution qui confère au Conseil constitutionnel la régulation du fonctionnement des pouvoirs publics ;

Qu'elle a été présentée dans les formes prescrites par la loi ;

Qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant sur le fond **que**, la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, ayant déjà été publiée et étant ainsi entrée en vigueur, la demande en annulation du décret de promulgation de ladite loi est devenue sans objet ;

Qu'il y a lieu de déclarer la requête mal fondée et de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : Déclare la requête du Groupe parlementaire PPA-CI recevable ;

Article 2 : Déclare la requête mal fondée et la rejette ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée au requérant et transmise au Président de la République pour publication au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en son audience du mardi 1^{er} octobre 2024 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Chantal Nanaba CAMARA

Assata KONÉ épouse SILUÉ

Kindoh Rosalie KOUAMÉ épouse ZALO

Mamadou SAMASSI

Aimée ZEBEYOUS

Richard Christophe ADOU

Sébastien Yédoh LATH

Présidente

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Conseiller

Assistés de Monsieur Dossongui Seydou KONÉ, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec la Présidente.

Le Secrétaire Général

La Présidente

Dossongui Seydou KONÉ

Chantal Nanaba CAMARA

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 1^{er} octobre 2024

Dossongui Seydou KONÉ